

3€

regards

N° 53-54

MARS-AVRIL 2015

Gauche,
c'est le
printemps ?

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Benoît Borrits, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Aline Pénitot, Catherine Tricot,
Laura Raim, Jérôme Latta

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémentine Autain

SOMMAIRE N°53-54

p.4 Questionnaire de Proust
Philippe Marlière

p.6 Rémi Lefebvre
**« La substance politique du PS
s'est évaporée »**

p.12 Dossier
**Départementales : retour
sur la gauche**

p.30 Philippe Marlière
**« Tspiras et Varoufakis
tentent de mettre en place
un réformisme de gauche,
radical et pragmatique »**

p.34 Chiffres
**L'Arabie Saoudite, une amie
qui vous veut du bien**

p.50 On signale les essais

p.52 Howard Zinn
**Une histoire populaire
américaine**

p.52 Isabelle Lorand
Cap sur 2017

La grève de Radio France en dit long sur le pouvoir, la culture, la gauche qui gouverne

Le pouvoir tout d'abord. On nous avait tant vendu l'audaaaaace de nommer un président de droite pour conduire Radio France. C'était une preuve irréfutable de l'indépendance du CSA. Depuis plusieurs années on nous assomme de cette bêtise : quand on est de gauche, l'indice ultime de la liberté intellectuelle serait de glaner les idées et les hommes de droite. Problème : leurs idées nous mettent dans le mur. Ce conflit parle aussi du pouvoir et de ses besoins de signes de puissance. Quel sens y avait-il de réaliser au même moment le grand auditorium de Radio France et la Philharmonie de Paris ? Deux projets qui ont triplé leur budget initial. Dans ces choix, qui sont aussi des choix de prestige, s'exprime ce que les puissants considèrent comme valorisant. L'architecture a toujours fait partie des attributs de la monarchie. Elle pourrait passer à l'âge démocratique. L'architecture n'y perdrait rien. La culture pourrait y trouver aussi les éléments d'un nouveau souffle.

La culture encore. Elle est au centre du mouvement qui oppose des salariés, journalistes, techniciens, musiciens, à leur patron et à l'État. Le maintien de l'emploi cristallise le mouvement de grève. Mais, si l'on écoute les paroles d'AG, les tribunes qui paraissent dans la presse, ce qui se noue est l'idée que l'on se fait de la culture et du service public. Radio France restera-t-elle un lieu où s'invente encore la manière d'enregistrer le monde, de l'écouter, de le comprendre, de le restituer ? C'est ce que veulent ceux qui se mobilisent depuis près de trois semaines.

Que leur répond Mathieu Gallet ? Il reste évanescent. Mais les hypothèses de fermeture de stations, de suppression d'orchestre, de fusion des rédactions s'inscrivent

dans les pas d'une approche comptable, totalement dénuée de vision et de contenu. La seule idée qui s'impose depuis des années à Radio France est de raccourcir les émissions, de les larder de chroniques. La concurrence ridicule sur les créneaux horaires conduit à ce que France Inter et France Culture programment à la même heure tous les jours une émission scientifique... Etc. L'ambition de promouvoir la culture, la connaissance ne guide pas le directoire de Radio France.

Mais rue de Valois, c'est presque pire. La nouvelle ministre de la Culture est une spécialiste du numérique. À la bonne heure. Elle peut parler industrie. Ça ne fait pas d'elle une femme de culture. Elle avoue benoîtement ne pas lire de livres. Elle n'a d'ailleurs aucune idée à promouvoir concernant les missions de Radio France. Elle parle objectifs et se réfère à Bercy. Sa langue est celle de la finance et de la technostructure. Elle synthétise la rupture entre la gauche au pouvoir et la culture. Hier au cœur du projet émancipateur, l'éducation nationale et la culture ont quitté les discours, le cœur de la gauche gouvernementale. On sait désormais que leurs envolées lyriques sont creuses quand ils parlent de refaire société et de s'opposer à l'obscurantisme.

La crispation porte sur 50 millions par an. Ce n'est pas rien. Mais c'est vraiment bien peu au regard de la richesse de la France et en proportion des enjeux. Une gauche digne de ce nom devrait consacrer sa politique et les richesses à l'émancipation. Bien plus qu'à faire la guerre tout azimut.

Il y a du souci à se faire quand la tête est remplacée par une calculatrice.

Un monde est en bout de course. La bande musicale de Radio France le dit de toutes les façons. ← CLÉMENTINE AUTAIN

AUTO PORTRAIT

Philippe Marlière

répond à notre questionnaire de Proust



Philippe Marlière enseigne la science politique à l'université de Londres. Originaire du nord de la France, il a aussi vécu à Florence pendant plusieurs années. Il a longtemps milité dans l'aile gauche du PS, avant de rejoindre le NPA, puis récemment Ensemble-Front de gauche. Avec Liêm Hoang-Ngoc, il est le co-fondateur du club des Socialistes affligés, qui regroupe la grande famille des socialistes (sui generis) ...affligés par la politique de droite d'un président élu par des voix de gauche.

Ma vertu préférée

Être sérieux sans me prendre au sérieux.

Ce que j'apprécie le plus chez mes ami-e-s

Leur humour et leur attention affectueuse.

Mon principal défaut

Je suis distrait et je procrastine.

Mon occupation préférée

Quand je ne procrastine pas, lire et écrire. Mais je fais souvent les trois en même temps.

Mon rêve de bonheur

Réunir pour la première fois ma fille ainée et son nouveau-né qui vivent à New Delhi, et ma fille cadette qui vit à Londres.

Ce que je voudrais être

L'avant-centre de l'équipe d'Arsenal, mais on m'a averti que c'est un milieu assez compétitif.

Le pays où je désirerais vivre

Là où j'ai des ami(e)s et où je peux parler la langue. J'ai un faible pour l'Italie, il bel paese.

Ma couleur préférée

Rouge, bien sûr.

La fleur que j'aime

Le tournesol, parce qu'on dirait le sud, et aussi parce que j'aime le professeur et Van Gogh.

Mes auteurs favoris en prose

Philip Roth, Paul Auster, Jane Austen, Zadie Smith, Doris Lessing, Gustave Flaubert, Honoré de Balzac, Fiodor Dostoïevski, Victor Hugo, Leonardo Sciascia, Eça de Queiroz, Franz Kafka, Junot Díaz. Il doit y en avoir d'autres.

Mes héros dans la fiction

Antoine Doinel, Julien Sorel, Sherlock Holmes, Nathan Zuckerman, Ira Ringold, Philip Marlowe, Larry Tate, etc.

Mes héroïnes favorites dans la fiction

Emma Bovary, Julie d'Aiglemont, Médée, Lizzie Bennett, Samantha Stephens, Matilda, Lady Chatterley, Alice (aux Pays des Merveilles), etc.

Mes héros dans la vie réelle

Mon grand-père maternel, partisan yougoslave et immigré.

Mes héroïnes de l'histoire

Emmeline Pankhurst, Elisabeth Dmitrieff, Alexandra Kollontai, Mary Wollstonecraft, Danielle Mitterrand, Anne Frank.

Ce que je déteste par-dessus tout

L'absence de compassion et d'empathie.

Personnages historiques que je méprise le plus

Ramón Mercader, François Mitterrand et tous les ex-trotskystes qui dirigent le PS aujourd'hui et/ou qui sont devenus des néocons.

La réforme que j'estime le plus

Les congés payés du Front populaire, parce que c'est ce que les ouvriers me disaient quand j'étais gamin.

Les fautes qui m'inspirent le plus d'indulgence

Celles que je ne remarque pas.

Ma devise

« *Ni Dieu, ni César, ni Tribun* ». Mon habitus n'a pas rencontré dieu ; je me méfie par principe des chefs et de toute forme d'autorité, et les tribuns me rappellent la scène du « Dictateur » de Charlie Chaplin : je suis partagé entre l'inquiétude et l'envie de rire.

Mon état d'esprit actuel

Lucide.

« La substance politique du PS s'est évaporée »

Rémi Lefebvre

Professeur de science politique à l'université Lille-2 et chercheur au CNRS, Rémi Lefebvre travaille depuis longtemps sur le Parti Socialiste. Il porte aujourd'hui un regard particulièrement critique sur son état. Entretien sur les raisons d'une descente aux enfers.

Vous avez signé dans Le Monde une tribune remarquée et très alarmiste sur la situation du Parti Socialiste. Vous évoquez les conséquences de la décomposition de son assise locale. Le Parti Socialiste est-il en voie de disparition ?

Je parle de dévitalisation, de décomposition, mais la résilience du PS est très forte. Il n'en est pas à sa première crise, il en a vu d'autres ! L'exemple du PCF le montre : le poids des élus laissent des traces pendant très longtemps. Les

partis de gauche en France sont très structurés localement. Le PCF décline depuis des années mais s'il tient c'est grâce à ses élus. Le PS dirige encore 30 départements, le socialisme municipal n'a pas disparu. On observe une métropolisation très forte de son implantation. Dans le Nord, 60% des conseillers départementaux socialistes sont sur Lille. Le PS résiste là où il a des villes métropolisées. Là, dans les grandes villes de l'ouest aussi par exemple, il ne s'écroule pas. Mais ce qui me frappe c'est que les élections municipales et

départementales (avant les régionales à venir) déstabilisent le PS dans son cœur organisationnel : il perd des élus mais aussi des cadres, des financements, des militants, des réseaux d'influence essentiels... Tout cela produisant des effets cumulatifs redoutables. On n'est pas seulement dans un simple cycle bas, lié aux élections intermédiaires « fatalement » défavorables au pouvoir en place (comme essaient de se rassurer les proches de François Hollande), en 1992-93 lors de son magistral revers électoral, le PS avait encore un lien avec le monde associatif, une certaine diversité sociologique, une force militante. Aujourd'hui, c'est tout cela a disparu et en plus le PS perd les élus. Sur quoi peut-il compter ? Ou bien le PS revoit son modèle organisationnel, ou bien il disparaît.

Vous pointez également l'appauvrissement de la réflexion idéologique...

Le PS s'est professionnalisé et s'est réduit sur ses bases locales. Avant 2012, il y avait des notables qui redoutaient que le PS gagne le pouvoir national. C'est le syndrome « molettiste ». Daniel Percheron du Nord tenait par exemple ce discours : la social-démocratie est beaucoup trop faible pour faire face à la mondialisation, il faut résister dans nos bastions et faire prospérer les notabilités. Il y a eu un recul gestionnaire. Le socialisme municipal n'est plus un

modèle politique : Gérard Collomb et Alain Juppé font aujourd'hui la même politique. Ces notables socialistes se sont asséchés intellectuellement. Parce qu'ils sont absorbés par leur collectivité et que le Parti ne joue plus son rôle d'émulation et de réflexion. Ces grands élus ne sont plus pris dans des creusets comme les courants, comme dans les années 1970. La substance politique du PS s'est évaporée avec eux. Le paradoxe, c'est que ces notables sont en train de perdre leur place, leur position, mais qu'ils ne font rien, parce qu'ils ne pensent plus et sont devenus des gestionnaires fatalistes et résignés. Ces élus pourraient être une courroie de rappel du parti pour éviter une droitisation du PS pour des raisons électorales mais ils sont tétanisés par ce qui arrive, comme prostrés. La coupe sombre des dotations budgétaires auraient du susciter une grande mobilisation de leur part. La seule énergie qu'ils ont déployée, c'est contre la réforme territoriale pour maintenir le statu quo (ce à quoi ils sont presque parvenus). Mais ils restent inertes devant la politique du gouvernement, et notamment l'austérité qui les place pourtant dans une situation infernale. Cela produit des effets en chaîne. Ce que je vois dans les collectivités, ce sont des élus qui ne tranchent plus, qui manquent de courage et laissent les services administratifs tranchés. Souvent, les fonctionnaires sont plus à gauche qu'eux et leur reprochent d'être dépolitisés, de ne pas prendre

leur responsabilité. Ces notables deviennent court-termistes. Ils ont tous le même profil : ce sont des professionnels de l'action locale. Ils ont un rapport très pauvre et instrumental aux idées. La génération des Jospin, Rocard, Fabius, tout énarque qu'ils étaient, était différente : eux lisaient, s'intéressaient au monde des idées. Aujourd'hui, les grands élus socialistes lisent au mieux la revue de presse préparée par leurs collaborateurs, épurée des tribunes de fond. Intellectuellement, et sans aucune condescendance, il faut dire qu'ils ont un horizon intellectuel rétréci, pauvre. Le PS est le reflet de ceux qui l'animent aujourd'hui : il n'est plus un intellectuel collectif. Les hommes d'appareils qui gèrent nationalement le PS sont eux aussi dépolitisés. En cause : une obsession des médias, l'accélération du temps médiatique, le rythme infernal de la présidentielle qui égotise tout ce petit monde, le mépris grandissant à l'égard des intellectuels... Les défis intellectuels de la gauche qui doit repenser son modèle imposent pourtant de l'imagination et de l'audace...

Comment appréhendez-vous les enjeux du Congrès du PS de juin ?

Il reste dix jours pour le dépôt des motions. Que fera Martine Aubry ? La probabilité qu'elle dépose une motion me paraît assez faible. Ce serait lourd de conséquence pour le congrès. Elle cherche plutôt à négocier une

inflexion de la politique gouvernementale. Que fera la gauche du PS ? Elle est aujourd'hui émettée. Benoît Hamon et Martine Aubry sont fâchés. Les proches d'Hamon, avec Henri Emmanuelli, représentent la moitié des frondeurs en termes de députés. Mais il y a aussi « Maintenant la gauche », autour d'Emmanuel Maurel, Jérôme Guedj, Marie-Noëlle Liennemann, et Gérard Filoche, qui a produit un énorme travail d'animation idéologique depuis deux ans mais compte peu d'élus (et ça compte encore dans ce parti). Il y a encore les frondeurs tels que Laurent Baumel, François Kalfon, Jean-Marc Germain ou Christian Paul. Il y a enfin les proches d'Arnaud Montebourg. Les différences idéologiques entre toutes ces sensibilités de la gauche du PS et les divergences tactiques ne sont pas négligeables. S'ils arrivent à présenter une seule motion ensemble, celle-ci s'opposera à un grand bloc majoritaire de soutien au gouvernement, dans lequel sera probablement Martine Aubry. L'option qui aurait permis de gagner contre la majorité actuelle, c'eut été un front rassemblant Aubry et toute la gauche du PS. Cette hypothèse me semble improbable. Dès lors, la majorité devrait perdurer mais avec quelle proportion d'opposition ? L'inconnue du Congrès, c'est aussi le nombre de militants. Qui va voter ? Le rétrécissement de la base militante est significatif. En 2014, 60.000 adhérents ont repris leur carte. Depuis vingt ans, le niveau moyen



d'adhérents au PS se situe autour de 150.000. Aujourd'hui, l'ordre de grandeur est celui de l'effectif de la SFIO dans les années 1960. A qui va profiter cette hémorragie ? On peut penser que cela sera plutôt défavorable à la gauche du parti, que les déçus à gauche des choix gouvernementaux ont déserté.

L'hypothèse de la sortie d'une partie de la gauche du PS vous paraît-elle crédible ?

L'élasticité idéologique du PS est forte : c'est un parti qui valorise le pluralisme. De fortes divergences sont tolérées. Cette capacité à faire vivre ensemble des différences est une force. Par ail-

leurs, il y a tellement d'intérêts électoraux en jeu que les départs sont difficiles. Pour l'instant, tout cela tient encore. Les uns et les autres sont tenus et retenus par des intérêts électoraux. Je pense que cela va tenir jusqu'en 2017. Tout le monde souhaite que François Hollande soit à nouveau candidat. Les probabilités de défaite sont tellement grandes que personne n'a envie de se prendre la veste. On serre les rangs. Il y a des législatives derrière. C'est le repli et non l'audace qui prime. Après 2017 ? Si la débâcle est au rendez-vous, une recomposition est possible à ce moment-là.

● PROPOS RECUEILLIS

PAR CLÉMENTINE AUTAIN

Départementales : Front de gauche, la vérité des chiffres

La soirée électorale a vu culminer les approximations des commentateurs comme des sondeurs. Jamais fourchette d'estimations «sortie des urnes» n'a été aussi grande. Et le premier ministre en a rajouté une louche avec ses mirifiques 26% de suffrages socialistes.

Il faut dire qu'Emmanuel Valls avait cette fois un prétexte commode : l'institution de binômes complexifie à l'extrême les modes de calcul. Il suffisait ainsi au chef du gouvernement – qui connaît bien l'Intérieur et ses méthodes... – d'ajouter aux scores du PS, non seulement ceux de ses alliés du moment, mais aussi ceux des «divers gauche», quand bien même ils se présentaient sans l'onction du Parti socialiste.

Pour tenter d'y voir plus clair, j'ai utilisé le fichier détaillé des résultats par binômes établi par le PCF [1]. J'ai par ailleurs constitué un fichier compilant les données de 2008 et de 2011 dans environ 1.400 cantons, pour l'essentiel hors agglomération urbaine dont le découpage autorise le regroupement

simple des communes. Pour les zones urbaines profondément restructurées, il faudra donc attendre des analyses plus fines.

1. Les grandes lignes sont à peu près établies. Le tableau ci-après rappelle les résultats de 2008 et 2011.

En 2015, ce qui est à peu près assuré est le total par grandes familles politiques : la gauche engrange 36,7% des suffrages, la droite «classique» obtient 37,5% et le Front National passe de 4,8% en 2008 et 15.1% en 2011 à 26% en 2015. En tête dans plus de 300 cantons, il consolide son implantation nationale, ce que risque de confirmer le second tour de dimanche prochain. Quant à la gauche, son recul est sévère

	2008	2011
	% exprimés	
Abstentions	35,1	55,7
Extrême gauche	0,4	0,6
PCF / Front de gauche	8,8	8,9
PS	26,7	24,9
RDG	1,4	1,5
Divers gauche	6,7	5,4
EELV	4,2	8,2
Écologistes	0,3	0,4
Régionalistes	0,4	0,5
Autres	1	1,4
Modem		1,2
UDFD	4,4	
Nouveau Centre	2	3,2
Majorité		2,3
UMP	23,6	17
Divers droite	15,1	9,3
FN	4,8	15,1
Extrême droite	0,2	0,2

Les binômes du Front de gauche		
Étiquette	Nombre de binômes	% des exprimés
PCF	640	3,4
PCF-FDG	165	0,9
PCF-Citoyen	109	0,7
PCF-DVG	60	0,4
PCF-PG	101	0,6
PCF-Ensemble	43	0,3
PCF-EELV	121	0,9
PCF-PS	35	0,6
PG	49	0,3
PG-Ensemble	9	0,03
PG-FDG	4	0,02
PG-EELV	48	0,3
Ensemble	11	0,04
Ensemble-FDG	1	0,0
Ensemble-EELV	13	0,1
FDG	110	0,6
FDG-EELV	59	0,4
Total	1578	11,9
France métropolitaine	1996	9,4

par rapport à 2008 (48,2%) et 2011 (49,5%).

Le Parti socialiste est loin de ses résultats antérieurs (26,7 et 24,9%). Les binômes où l'on retrouve ses candidats recueillent 21,1% des suffrages exprimés. Là-dessus, 0,6% sont obtenus en couple avec le PCF et 1,2 % en couple avec les Verts. Pour ces derniers, les estimations sont souvent fantaisistes. Des listes vertes autonomes ne recueillent certes que 2% du total national. Mais ce chiffre doit être doublement relativisé : par le fait que les Verts n'étaient présents que dans un quart des cantons ; par le fait qu'ils se trouvent plus dans des binômes avec le Front de gauche (1,6%) et avec le PS (1,2%) qu'en autonomie.

2. Les résultats du Front de gauche témoignent d'une plutôt bonne résistance dans un scrutin calamiteux pour la gauche. Le PCF en 2008 et le Front de gauche en 2011 recueillent entre 8,8 et 8,9% des suffrages exprimés sur la France métropolitaine et 9,4% sur les cantons où ils sont présents (environ 3.600 au total pour 2008 et 2011). En 2015, les binômes où figure au moins une composante du Front de gauche recueillent 9,4% des suffrages exprimés sur le total des cantons métropolitains et 11,9 % sur les seuls cantons où il présentait des candidats (1.540 cantons). Si on laisse de côté les 0,6% obtenus par une alliance PC-PS, le FDG retrouve son niveau global des scrutins précédents, alors que la gauche s'effondre. Le phénomène est encore accentué si l'on se fixe sur les seuls cantons où il était présent d'une manière ou d'une autre : on se rap-

proche alors du résultat de la présidentielle de 2012.

L'ouverture des alliances vers d'autres composantes de la gauche dite «radicale» et surtout l'esquisse d'un rapprochement local avec Europe-Écologie-Les Verts ont montré leur utilité dans un contexte périlleux. Mais le résultat confirme aussi que le Front de gauche n'a pas su apparaître comme une alternative attractive au socialisme recentré. La fonction de «coup de pied dans la fourmière» a été assurée par le FN. Et les composantes du FDG n'ont pas su imposer une image suffisamment claire, dynamique et crédible pour rompre la morosité qui accompagne depuis longtemps le recul du mouvement ouvrier et le démantèlement de «l'État-providence».

3. Le résultat global du FDG ne doit pas cacher d'importantes disparités dans l'évolution de quelques années.

Si l'on prend en compte les 1.400 cantons où la comparaison est possible avec 2008 et 2011, on constate des progrès dans 900 cantons environ (dont 400 sont en hausse de plus de 5%) et des reculs dans 500 autres (dont 80 connaissent des reculs de 5 à 10%).

Or le phénomène se rapproche de celui que l'on avait observé dans des élections antérieures, et notamment les législatives de 2012 et les municipales de 2014.

Dans des élections où la représentation communiste est forte (les deux tiers des candidatures en 2015 et une présence dans plus de 80% des binômes), les zones de densité ancienne forte continuent de s'effriter alors que des zones de faible implantation initiale enregistrent des poussées souvent sensibles.

Sur 180 cantons où le Front de gauche dépassait les 20% en 2008 et 2011, 135 sont en recul, dont 40 perdent la moitié du pourcentage antérieur. Les vieux «bastions» reculent encore, tandis que les territoires où le communisme s'était plus ou moins marginalisé connaissent un phénomène de renationalisation du vote. À sa manière, le vote FDG se «moyennise»...

4. Bien sûr, ce constat permet de comprendre l'extrême incertitude qui entoure le nombre de conseillers départementaux. D'ores et déjà, une quarantaine de cantons ont été perdus dès le premier tour et beaucoup de ceux qui restent en lice sont dans une situation défavorable. En fait, dimanche prochain tout dépendra de trois facteurs entremêlés : la qualité des reports à gauche ; la capacité à remobiliser l'électorat récent (celui de 2012) dans une élection peu stimulante ; l'ampleur enfin des transferts de voix entre l'électorat de la droite «parlementaire» et celui du Front national.

● ROGER MARTELLI

La recension des résultats a été coordonnée par Yann Le Pollotec, que nous remercions pour nous avoir permis d'accéder à ces données.

Second tour : le Front de gauche s'en sort plutôt bien

Pour le Front de gauche, les résultats du second tour ont confirmé la tendance du premier. Dans un contexte désastreux pour la gauche et malgré un mode de scrutin défavorable, il conserve entre les deux tiers et les trois quarts de sa représentation départementale.

Le Front de gauche était présent dans 119 cantons, dont une quinzaine en alliance avec le PS ou avec EE-LV (à Grenoble 1 et 3). Il l'emporte dans 90 cantons, qui s'ajoutent aux trois gagnés dès le premier tour. Si l'on tient compte des binômes partagés, cela assure entre 162 et 170 sièges de conseillers départementaux. À la veille du scrutin, le Front de gauche avait 234 conseillers généraux, dont 220 membres du PCF. La nouvelle représentation sera donc entre les deux tiers et les trois quarts de la précédente. On sait que le mode de scrutin n'est pas sans effet négatif, dès l'instant où une sensibilité politique se trouve du

côté des «petits» (moins de 10%). Par la seule vertu du système électoral, le FdG ne pouvait espérer retrouver le nombre d'élus antérieur.

Au-delà des espérances dans les duels et les triangulaires

Le plus satisfaisant est le résultat du face-à-face avec le Front national. Il avait lieu dans près de la moitié des cantons où le FdG était présent au second tour. Dix-neuf de ces cantons donnaient lieu à une triangulaire et 47 à un duel. Le FdG et ses alliés l'emportent dans 44 duels et 15 triangulaires. Au total, le FdG ne perd en face-à-face que dans trois cas

: Hirson (Aisne), Harnes (Pas-de-Calais) et La Seyne (Var). Dans 19 cas gagnés, l'affrontement pouvait être jugé très difficile, voire ingagnable avant le second tour. Le résultat est donc allé au-delà des espérances de la veille. Les vieilles terres ouvrières du Nord, du Pas-de-Calais, de Meurthe-et-Moselle ou de la Loire ont bien résisté.

Dans 19 cas, les binômes du FdG enregistrent des résultats très satisfaisants, au-dessus des 60 % et même au-dessus des 70 % dans cinq cantons : Gennevilliers (76%), Saint-Junien (Haute-Vienne), les deux cantons de Vitry-sur-Seine et Isle-Manoire en Dordogne. Dans des territoires déstructurés par la crise, le Front de gauche a fait la démonstration qu'il n'y avait pas de fatalité à ce que, de mécontentement en colère puis en ressentiment, les catégories populaires basculent définitivement vers le Front national. Le FN entendait montrer qu'il avait pris la place du PCF en milieu populaire. Il réussit politiquement son coup sur le plan national (22% des suffrages au second tour) ; localement, il n'a pas mis les communistes et le FdG au tapis.

On notera aussi que, sur cinq cas de duel à gauche, le Front de gauche l'a emporté trois fois, à Bordères-sur-l'Echez (Hautes-Pyrénées), Saint-Vallier (Haute-Saône) et Montreuil (Seine-Saint-Denis), a été nettement battu dans le Val d'Ariège et de justesse dans les Monts du Livradois (Puy-de-Dôme).

La géographie électorale du FdG transformée

Le second tour n'a pas amplifié le décrochage territorial du premier. Le Front de gauche avait des élus départementaux dans 61 départements ; ils sont désormais dans 37 départements, soit 24 de moins, pour l'essentiel perdus dès le premier tour. Le Front de gauche entre même dans le conseil départemental de l'Aveyron et de la Lozère, département classé à droite dont on ignore souvent qu'il fut une terre de vote communiste dense au lendemain de la Libération et dans les années 1950.

Mais si la géographie électorale du FdG n'est pas bousculée, elle n'en est pas moins transformée. La petite ceinture parisienne résiste plutôt bien. Le Val-de-

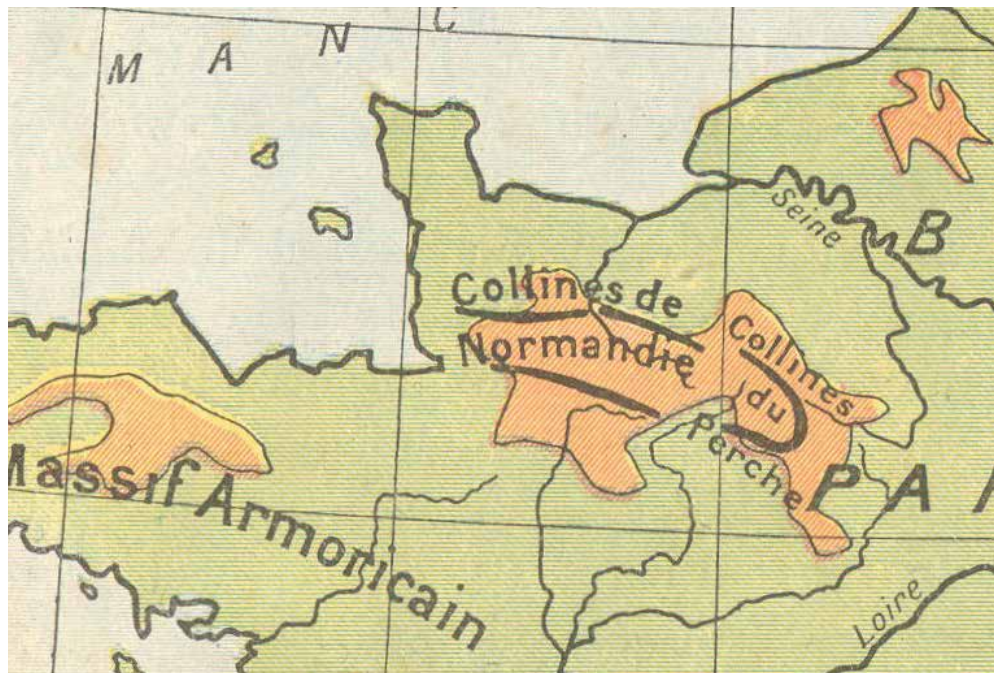
Département	Sortants	Depart. sans conseiller	Binômes du FDG	Binômes en alliance avec le PS ou EELV	Total des binômes
Aisne	5		2	1	3
Allier	10		4		4
Alpes de Hte Provence	2		0		0
Alpes-Maritimes	3		1		1
Ardèche	1		1		1
Aube	2	0			0
Aude	2	0			0
Aveyron				1	1
Bouches-du-Rhône	6		3		3
Charente	3		1	1	2
Cher	8		2		2
Corrèze	4	0			0
Côtes d'Armor	3		4	1	5
Creuse	1	0			0
Dordogne	5		2	1	3
Drôme	1	0			0
Eure	4		2		2
Gard	8		4		4
Haute-Garonne	2	0			0
Geers	2	0			0
Gironde	3	0			0
Hérault	3		1		1
Indre-et-Loire	2	0			0
Isère	7		2	3	5
Jura	3	0			0
Landes	1		1	1	2
Loire	3		2		2
Loire-Atlantique	1	0			0
Loiret	3	0			0
Lot	1	0			0
Lot et Garonne	1		1	1	2
Lozère			1		1
Haute Marne	2	0			0
Meurthe et Moselle	8		4		4
Meuse	1		1		1
Morbihan	1	0			0
Moselle	1	0			0
Nièvre	1	0			0
Nord	14		5		5
Oise	2		2		2
Pas de Calais	11		2		2
Puy de Dôme	8		1		1
Hautes Pyrénées	1		1		1
Pyrénées Orientales	3		2	2	4
Rhône	3				0
Haute Saône	1		1		1
Sarthe	2	0			0
Savoie	2	0			0
Seine-Maritime	8		2		2
Seine et Marne	2		1		1
Yvelines	1				0
Somme	5		2	2	4
Tarn	2	0			0
Vaucluse	1		1		1
Vienne	1	0			0
Haute-Vienne	7		1	1	2
Vosges	1	0			0
Yonne	2	0			0
Essonne	3			1	1
Hauts de Seine	8		3		3
Seine Saint Denis	13		5		5
Val de Marne	18		9		9
Val d'Oise	1	0			0
	234	0	77	16	93
Nombre de conseillers départementaux (provisoire)			154	16	170
Total de départements	61	24	35		37



Marne conserve sa représentation communiste en l'état (9 binômes élus pour 18 conseillers sortants). Les Hauts-de-Seine confirment leur allant du premier tour et la Seine-Saint-Denis sauve les meubles, dans des conditions difficiles, et malgré la perte du canton du Blanc-Mesnil. La situation est moins favorable dans le Nord et le Pas-de-Calais où, malgré la bonne tenue face au Front national, le FdG perd une part non négligeable de la représentation communiste antérieure. Tandis que l'Aisne, l'Oise et la Somme maintiennent leur quota d'élus, les deux départements nordistes et la Seine-Maritime perdent près de la moitié de leur contingent initial.

La perte du Conseil départemental de l'Allier n'a en soi rien de surprenant, dans

un département très disputé, dont la présidence a oscillé entre droite et gauche depuis plusieurs années. Mais le recul dans l'Allier est concomitant avec celui du Puy-de-Dôme (alors que l'implantation territoriale communiste s'y était nettement renforcée depuis vingt ans), du Cher (malgré les belles victoires sur le FN à Vierzon) et surtout de la Corrèze et la Haute-Vienne. Au milieu des années 1980, ces départements encore marqués par la tradition de la ruralité avaient un temps montré une meilleure résistance au déclin du vote communiste que les espaces les plus urbanisés. Le phénomène ne fonctionne plus depuis quelques années et le résultat décevant de ce dimanche de second tour en est l'illustration.



Des digues qui se rompent au profit du FN

Un tour ne chasse pas l'autre et la complexité demeure sur les deux dimanches. Le Front de gauche a manifesté une belle tenue face au Front national. Mais, bien trop souvent, les écarts avec le FN ne sont plus ce qu'ils étaient. Pour l'instant, le parti de Marine Le Pen continue d'être rejeté par une part non négligeable de l'électorat, mais il n'a jamais eu des résultats aussi élevés. Ses capacités d'alliance restent limitées et les reports de l'électorat de droite en sa faveur ne suffisent pas à constituer une majorité. Pourtant, les digues ont commencé de se rompre et l'entreprise frontiste de légitimation continue de suivre son cours.

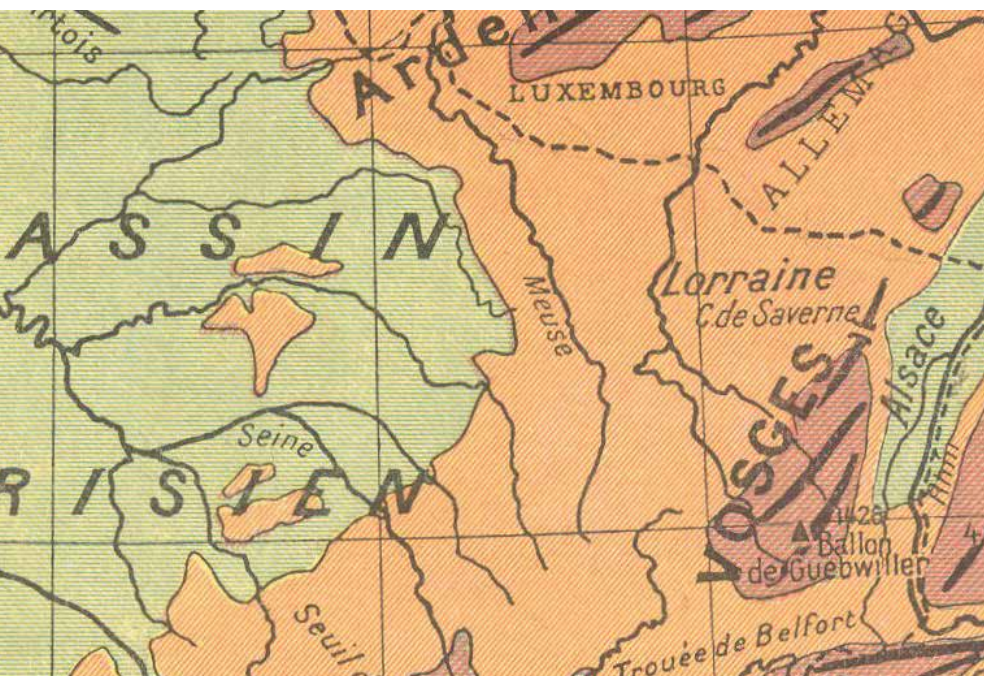
De l'autre côté, les reports à gauche semblent avoir fonctionné, sous réserve

d'inventaire plus précis. Mais, contrairement à la stratégie d'étouffement du Parti socialiste – le chantage à la « tripartition » – il est de plus en plus évident que la logique ancienne de l'union de la gauche ne fonctionne plus comme autrefois.

Pour l'essentiel, le glissement vers sa droite du PS affaiblit la référence au rassemblement, a fortiori quand on explique qu'il doit obligatoirement se faire sous la houlette du parti dominant. Les dynamiques majoritaires à gauche ont donc besoin d'autres ressorts, sous peine de laisser la gauche s'enliser avec le PS et les catégories populaires s'enfoncer un peu plus dans l'abstention et le vote FN.

Des points d'appui, mais une prise en tenaille

Pour l'instant, le Front de gauche vit



sur l'acquis électoral du PCF, tout au moins dans les élections les plus territorialisées. Que cet ancrage montre des capacités de résistance, au demeurant très variables selon les élections, n'empêche pas le constat global fait depuis 2008. En dehors de l'élection présidentielle, le vote en faveur du Front de gauche reste dans les eaux modestes d'un vote communiste qui n'a pas interrompu son processus d'érosion par le haut. La dynamique électorale des zones de vote les moins denses ne compensent qu'en partie le tassement des anciens «bastions». Pour l'instant, l'ouverture des alliances à la gauche du PS n'a pas été assez large et assez visible pour marquer le paysage électoral. Dans des contextes certes différents, le même niveau de recul en nombre d'élus s'est observé aux municipales de 2014

et aux départementales de 2015. Quand la gauche va très mal, le patrimoine existant n'est pas sans intérêt et constitue un point d'appui. Mais, en l'état, il ne permet pas au FdG d'échapper à la tenaille qui voue la gauche de gauche, soit à s'enfermer dans la posture d'un aiguillon protestataire et minoritaire, soit au contraire à n'être rien d'autre que le porteur d'eau d'une social-démocratie désormais bien éloignée de l'horizon égalitaire.

La culture de la critique sociale et de l'alternative ne peut se contenter d'une timide gestion patrimoniale de rentiers. La transformation sociale et le sursaut démocratique ont besoin de dynamiques bien plus créatives et entraînantes. Faute de quoi, le surplace d'un jour est sans cesse à deux doigts d'un recul du lendemain. ● R.M.

Départementales : retour sur la gauche

Depuis dimanche soir, les commentaires n'ont pas manqué. La France vire à droite, la désunion a fait perdre la gauche... Regards sur l'évolution entre les deux tours, chiffres à l'appui.

1. La gauche était éliminée au premier tour dans près de 600 cantons métropolitains, souvent de justesse. Dans un tiers de ces cantons, le total des voix de gauche dépasse mathématiquement celui de la droite parlementaire ou du Front national au premier tour. Sur le papier, ces 200 cantons auraient pu avoir un duel gauche/ droite ou gauche / extrême droite. Mais rien ne dit que le regroupement sur un seul binôme aurait permis de mobiliser l'ensemble des électorats potentiels de chaque formation. En outre, dans près de 165 cas, le total des voix de droite dépasse les 60% et dans près de 90 cas il est au-dessus de 65%, ce qui rendait la victoire quasi impossible au second tour. Dans quelques cas (Forbach, Anzin, Calais 3), le FN est autour de 40% au premier tour et la droite parlementaire l'emporte de justesse au second ; rien ne dit que le binôme socialiste aurait été en mesure de gagner les sièges dans ces conditions.

La référence à l'union et à la désunion comme explication de la défaite est bien formelle : le problème n'est pas que la gauche se trouve ou ne se trouve pas en rangs dispersés, il tient plutôt à ce que la gauche tout entière ne parvienne à mobiliser qu'un modeste tiers des électeurs du canton.

2. Nicolas Sarkozy se réjouit bruyamment des résultats de la droite parlementaire. Il n'a pas tort. Pourtant, la réalité est un peu plus complexe qu'il ne l'affirme. Si l'on raisonne sur l'ensemble des cantons, la droite sarkoziste et ses alliés gagnent environ 1,4 millions de voix entre les deux tours (9,2 %). Les candidats UMP étaient aussi souvent opposés à des candidats de gauche qu'à des candidats du FN. Or ils gagnent davantage dans les cantons face au FN (+1,2 million) que face à la gauche (+750.000 voix). Un bon motif de satisfaction tout de même : la droite parlementaire récupère la plus grande

part du vote frontiste au second tour. Dans les cantons où le FN était éliminé, il avait recueilli 1,1 million de voix au premier tour soit 17,8% : or ce pourcentage se répartit au second tour entre l'abstention (+1,4%), le vote à gauche (+3,8%) et le vote à droite (+14,9%). Plus des deux tiers des électeurs frontistes se seraient donc portés sur un candidat de la droite parlementaire.

L'inverse n'est pas vrai. Dans les duels entre la gauche et le FN, alors que l'abstention recule (-1,4%), le gain de voix en faveur du Front national n'est que de 268 000. La gauche elle progresse de 360.000. Les préventions de la droite classique à voter en faveur du FN se réduisent, mais le transfert de voix reste minoritaire.

3. Quant à la gauche, elle a plutôt bien mobilisé entre les deux tours.

Au total, là où elle est présente, elle gagne 470.000 voix (+5,4%) alors que la droite parlementaire n'y progresse que de 180.000 voix (+2,5%). Mais la plus grande part des gains à gauche s'obtient dans les 302 cas de duel avec le FN, où le total de droite et de l'extrême droite perd un quart de son capital de voix du premier tour. Face au FN, la gauche a bénéficié à la fois d'un bon report à gauche, d'un léger sursaut de participation électorale (+1,4% de votants) et de l'apport de voix venant de la droite parlementaire.

Face à cette seule droite parlementaire,

le résultat de la gauche est moins brillant. Tandis que la droite progresse de 750.000 voix (+14,9%), la gauche n'en gagne que moins de 65 000 (+3,8%) et l'abstention augmente. Il en est de même dans les 255 triangulaires, où seule la droite parlementaire tire les marrons du feu : alors que la participation augmente de plus de 100.000 voix, elle gagne 130.000 voix et 3,5%, tandis que la gauche progresse faiblement en voix (18.000) et recule en pourcentage (-1,2%) et que le Front national marque le pas, en voix comme en pourcentages.

4. Le Front de gauche a bien tiré son épingle du jeu.

Sur les 113 cantons où il figurait au second tour, il a bénéficié d'un bon surcroît de mobilisation à gauche (+90.000 voix et +8,7% des exprimés), tandis que la droite et le Front national reculent (c'est même le seul cas où la droite parlementaire recule entre les deux tours). Le bon résultat s'explique bien sûr en partie par le fait que le FdG était dans 47 cas en situation de duel avec le FN qui a stimulé, comme partout, une forte mobilisation face au FN.

Il n'en est pas de même face à la seule droite parlementaire. Comme dans l'ensemble des cantons qui ont connu un duel gauche/droite parlementaire, l'abstention augmente (celle d'électeurs frontistes) et la droite progresse (14,4%) davantage que la gauche (4,5%).

	Premier tour % de suffrages exprimés				p
	Cantons	ABST %	Total FG	Gauche	
Total T2	1852	49,9	8,6	37,1	
Gauche présente au T2	1252	49,4	9,6	43,6	
Duel avec droite parlement.	660	50	8,5	43,9	
Duel avec le FN	302	50,7	12,3	45	
Triangulaire	255	45,5	7,7	37,9	
FDG	113	51,6	25,5	45,9	
FN	1107	49,8	8,5	33,3	
Droite seule	599	50,7	6,8	25,3	

	Second tour % de suffrages exprimés				p
	Cantons	ABST %	Gauche	Droite parlement.	
Total T2	1852	50,1	31,9	44,9	
Gauche présente au T2	1252	49,5	49	34,4	
Duel avec droite parlement.	660	51,4	47,7	52,4	
Duel avec le FN	302	49,2	57,7	0	
Triangulaire	255	43,1	36,6	36,2	
FDG	113	51,4	54,6	21,1	
FN	1107	49	23,4	40,6	
Droite seule	599	51	0	64,3	

	Évolution				p
	Cantons	ABST	Gauche	Droite parlement.	
Total T2	1852	124 528	-1 216 285	1 411 210	-7
Gauche présente au T2	1252	37 335	470 635	176 462	-9
Duel avec droite parlement.	660	192 637	63 988	750 680	
Duel avec le FN	302	-92 478	362 166		2
Triangulaire	255	-109 427	17 917	130 799	-1
FDG	113	-5 927	87 418	-68 424	-3
FN	1107	-145 266	-1 220 406	633 881	4
Droite seule	599	87 193		1 234 748	1

Droite parlement.	FN	Total droite
35,6	26	61,7
31,9	23,7	55,6
37,5	17,8	55,3
21,4	32,2	53,6
32,7	29,3	61,9
26,1	27,2	53,3
34,4	31	65,5
42,4	30,3	72,7

FN	Total droite
22,8	67,7
16,5	51
0	52,4
41,6	41,6
27,2	63,4
24,6	45,7
35,7	76,3
34,5	98,8

FN	Total droite	ABST	Gauche	Droite parlement.	FN	Total droite
73 463	637 747	0,2	-5,2	9,2	-3,2	6
28 880	-752 418	0,1	5,4	2,5	-7,2	-4,6
	-378 022	1,4	3,8	14,9		-2,9
68 557	-396 899	-1,4	12,7		9,4	-12
4 783	116 016	-2,3	-1,2	3,5	-2,1	1,4
9 430	-107 854	-0,2	8,7	-5,1	-2,6	-7,6
69 470	1 103 351	-0,8	-9,9	6,2	4,7	10,8
55 417	1 390 165	0,3		21,9	4,1	26

Tour 1			Tour 2			Différence	
	Voix	%		Voix	%	Voix	%
Inscrits	39 336 931		Inscrits	39 447 955		111 024	
Votants	19 715 360		Votants	19 701 856		-13 504	
Abstentions	19 621 571	49,9	Abstentions	19 746 099	50,1	124 528	0,2
Exprimés	18 793 128		Exprimés	18 067 806		-725 322	
COM	244 215	1,3	COM	88 917	0,5	-155 298	-0,8
DIV	227 460	1,2	DIV	80 676	0,4	-146 784	-0,8
DLF	73 691	0,4	DLF	9 797	0,1	-63 894	-0,3
DVD	1 191 703	6,3	DVD	1 183 310	6,5	-8 393	0,2
DVG	871 098	4,6	DVG	743 033	4,1	-128 065	-0,5
EXD	12 574	0,1	EXD	12 851	0,1	277	0
EXG	14 024	0,1			0	-14 024	-0,1
FG	1 359 698	7,2			0	-1 359 698	-7,2
FN	4 881 673	26	FN	4 107 933	22,7	-773 740	-3,2
MDM	53 056	0,3	MDM	30 459	0,2	-22 597	-0,1
PG	10 362	0,1			0	-10 362	-0,1
RDG	57 315	0,3	RDG	64 110	0,4	6 795	0
SOC	2 536 881	13,5	SOC	2 888 128	16	351 247	2,5
UC	58 985	0,3	UC	39 078	0,2	-19 907	-0,1
UD	3 902 187	20,8	UD	5 079 794	28,1	1 177 607	7,4
UDI	230 649	1,2	UDI	228 146	1,3	-2 503	0
UG	1 502 888	8	UG	1 676 083	9,3	173 195	1,3
UMP	1 187 810	6,3	UMP	1 538 707	8,5	350 897	2,2
VEC	376 859	2	VEC	29 888	0,2	-346 971	-1,8
Total FdG	1 614 275	8,6	Total FdG	355 813	2	-1 258 462	-6,6
Gauche	6 973 340	37,1	Gauche	5 757 055	31,9	-1 216 285	-5,2
Droite parlement.	6 698 081	35,6	Droite parlement.	8 109 291	44,9	1 411 210	9,2
FN	4 894 247	26	FN	4 120 784	22,8	-773 463	-3,2
Total D	11 592 328	61,7	Total D	12 230 075	67,7	637 747	6

Les tableaux résument les résultats des deux tours sur les 1.582 cantons métropolitains qui étaient en lice au second tour. Deux d'entre eux portent sur les pourcentages d'exprimés et sur l'évolution (en voix et en pourcentages) entre les deux tours. Ils procèdent à quatre regroupements en colonnes : la gauche, la droite dite «parlementaire», le Front national et l'extrême droite, le total de la droite. Pour le premier tour a été ajouté le score du Front de gauche.

Chaque tableau comporte huit lignes distribuant les résultats par catégories de canton : l'ensemble des cantons disputés au second tour (1.852), ceux où la gauche est présente (1.252), ceux où avait lieu un duel entre la gauche et la droite parlementaire (660), ceux où le duel opposait la gauche et le Front national (302), ceux où avait lieu une triangulaire (113) et ceux où la gauche était éliminée dès le premier tour (599).

5. Le rassemblement à gauche a donc bien fonctionné au second tour. Mais il n'a pas produit un élan suffisant pour inverser le cours des choses.

Cela signifie que la gauche entre les deux tours parvient à regrouper, dans leur diversité, les électeurs qu'elle mobilise, mais elle ne mobilise pas ceux qui restent en marge, suffisamment pour battre la droite.

Ce constat renvoie à deux réalités différentes. Tout d'abord, si la gauche mobilise peu, ce n'est pas d'abord à cause de ses divisions. Elle n'attire pas, avant tout, parce que le parti gouvernemental développe une politique qui ne peut pas activer un vote à gauche : la réduction de la dette, la compétitivité et la gestion de «l'état de guerre» ne saurait entraîner un électorat qui reste structuré par les valeurs d'égalité, de solidarité et de service public. Bien au contraire, cette politique accroît le mécontentement et stimule le ressentiment dont bénéficie le Front national. Mais, en second lieu, le problème est que «l'autre gauche» ne parvient pas à transformer le mécontentement voire la colère en mobilisation bien à gauche. Sans doute, le Front de gauche se sort avec les honneurs de la dernière consultation électorale. Mais il reste dans les niveaux modestes des consul-

tations antérieures de même type. Il résiste, mais il ne progresse pas. Pourquoi n'y parvient-il pas ? La réponse à cette question devra se formuler dans la période à venir. Manifestement, le FdG souffre aujourd'hui encore d'une visibilité insuffisante, d'une cohérence limitée (sa polyphonie s'entend plus que sa symphonie) et d'une capacité faible à incarner une alternative visible, audible et crédible à la politique socialiste. La clarté critique vis-à-vis du PS recentré est nécessaire ; elle n'est pas suffisante, loin de là.

Dans sa forme classique amorcée dans les années 1960, la vieille union de la gauche fonctionne en partie pour sauver les meubles ; elle n'a plus de force propulsive pour de nouvelles conquêtes. Rêver de futures majorités à gauche est une chose ; s'imaginer qu'elles pourront se réaliser et triompher autour du PS actuel est une totale impasse.

Face au pseudo-tripartisme, la seule solution est de réactiver, autour des valeurs de l'égalité, de la liberté et de la fraternité-solidarité, le clivage qui, historiquement, s'est imposé sous la forme du gauche-droite. Toute autre hypothèse ne peut conduire qu'à la défaite, si ce n'est au désastre démocratique. ● R.M.

Philippe Marlière

« Tspiras et Varoufakis tentent de mettre en place un réformisme de gauche, radical et pragmatique »

Co-fondateur des Socialistes affligés, récent adhérent d'Ensemble, Philippe Marlière interprète les phénomènes politiques de Syriza en Grèce et Podemos en Espagne, ainsi que leur portée pour la gauche française.

Regards. Que vous inspirent les expériences de Syriza en Grèce et Podemos en Espagne ? Pourquoi cela ne fonctionne pas en France ?

Philippe Marlière. Ces expériences militantes, politiques et électorales confirment que toute recomposition majoritaire à la gauche d'un PS droitier nécessite un long travail d'unification de toutes les forces de gauche, sans exclusive ! N'oublions pas que Syriza faisait moins de 5% des voix il y a cinq ans... Je trouve simpliste de dire que Syriza a

gagné parce qu'il ne s'est jamais allié avec le PASOK. C'est vrai pour ce qui concerne la période post-2010, mais avant, le PASOK était hégémonique à gauche. C'était un parti clientéliste et populiste, mais aussi populaire. C'est donc bien la gestion catastrophique et corrompue du PASOK qui a porté le coup de grâce à ce parti, et pas l'idéologie, le programme ou les alliances de Syriza. Ces derniers sont devenus importants quand le PASOK est devenu un parti haï et rejeté par la population.

Comment Syriza a réussi à tirer parti de la situation ?

À ce moment-là, Alexis Tsipras et son parti ont géré la situation très intelligemment. D'une part, ils ont proposé des solutions concrètes et crédibles pour sortir de l'enfer de l'austérité imposé par la Troïka. De l'autre, Syriza s'est ouvert à tous ceux qui voulaient l'aider à se débarrasser de l'axe Nouvelle démocratie-PASOK. Écoutez Tsipras : c'est un

culturellement libérale. Varoufakis, qui se présente comme « marxiste erratique et culturellement libéral » l'a publiquement dit. Gerassimos Moschonas, un des plus éminents politistes grecs, l'a dit également dans un entretien donné au quotidien [Le Monde](#). Il n'y a qu'en France que ces termes font grincer les dents. Certains dans le FDG oublient que le programme L'Humain d'abord ! était aussi réformiste de gauche ; un réformisme d'ailleurs moins radical que celui du Programme commun PS-PCF-MRG de 1972 !

« Tenter de copier mécaniquement les mots d'ordre de Podemos est plus qu'une erreur : c'est suicidaire pour la gauche ! »

jeune dirigeant qui parle calmement, qui rassure et qui touche la partie du peuple la moins politisée avec un discours simple et direct. Ce que Tsipras et Yanis Varoufakis, son ministre des Finances, tentent de mettre en place c'est un réformisme de gauche, radical et pragmatique. Dans le contexte de désolation actuel, c'est beaucoup ! J'appelle cela la «[Nouvelle social-démocratie](#)», radicalement solidaire et redistributrice et

En quoi l'expérience de Podemos est-elle différente de celle de Syriza ?

Podemos est un OPNI (Objet politique non identifié), issu du mouvement des Indignados et reposant sur un militantisme de type nouveau (activisme fluide, absence de structures partisans claires, importance de la e-democracy [electronic democracy] et e-politics [electronic politics]). Dans le climat anti-establishment actuel qui règne en Espagne, Podemos a mis en place une stratégie pertinente qui consiste à dépasser le clivage gauche-droite pour s'adresser au peuple (demos). Cela marche bien pour deux raisons : primo, les classes moyennes espagnoles sont, dans une large mesure, aussi gravement touchées par l'austérité qu'en Grèce. Deuxio, il n'y a pas, en Espagne, de parti

d'extrême droite influent qui reprend l'antienne peuple vs. élites. En France, c'est devenu le pré carré du Front national, qui vient de remporter les élections européennes. Dans le pays de la révolution de 1789 et avec un FN aussi fort, tenter de copier mécaniquement les mots d'ordre de Podemos est plus qu'une erreur : c'est suicidaire pour la gauche !

Qu'ont en commun Syriza et Podemos ?

Syriza a gagné une grande légitimité politique en participant au Mouvement des places à partir de 2010, l'équivalent des Indignados espagnols. Mais pour le reste, Syriza est une structure partisane plus traditionnelle qui se rapproche davantage de ce qu'est le Front de gauche. Pour résumer, la clé du succès de Syriza et de Podemos : une crise économique d'une violence inouïe qui a frappé l'ensemble des classes sociales ; le discrédit de la «vieille» social-démocratie acquise aux politiques d'austérité et une capacité de la gauche radicale à présenter des solutions crédibles et pragmatiques à cette crise. Le fait que Tsipras et Iglesias soient deux jeunes leaders qui ne se sont jamais compromis au sein des appareils sociaux-démocrates explique aussi la bonne image qu'ont ces deux partis.

● ENTRETIEN, PAR CLÉMENTINE AUTAIN

L'Arabie Saoudite, une amie qui vous veut du bien

Ah ! Les Saoudiens... Ils sont nos meilleurs amis quand il s'agit de vendre des armes ou tout autre matériel militaire. Ils sont ceux grâce à qui le pétrole coule à flot et à bas-côût. Ils sont ceux qui nous aide à lutter contre l'Etat islamique. Alors, comment leur en vouloir de ne respecter à peu près aucune liberté, aucun droit humain ? Comment la France pourrait donner des leçons sur les droits de l'Homme à un pays qui les piétine autant que nos pires ennemis ? Oui, mais nos ennemis, ils n'ont pas de barils à ne plus savoir quoi en faire. Ils n'ont pas de «richissimes mécènes désintéressés» (humour). Pour mieux saisir l'hypocrisie qui frappe les «grandes démocraties» face au géant saoudien, il suffit d'observer les chiffres. Et face à la puissance financière, aucune infraction, aucune tête coupée, ne saurait faire le poids.



SA

Superficie : 2 149 690 km²

Population : 30 770 375 habitants (2014)

Etrangers : 9 millions

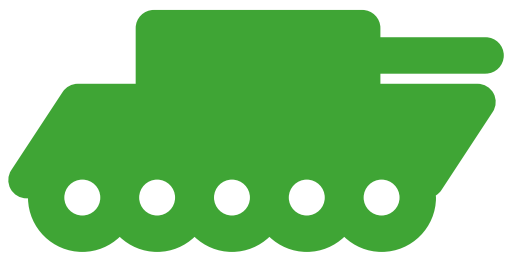
Population de moins de 25 ans : 47%

Population urbaine : 83%

Capitale : Riyad, 5 700 000 habitants (2010)

Devise : «Il n'y a de dieu que Dieu et Mahomet est son prophète»

Revenu mensuel moyen : 1668 euros brut



ARMES

Qui vend des armes ?

Importations : 6 milliards d'euros, premier acheteur de matériel militaire au monde. 1er client des USA et de la France

Les principaux vendeurs d'armes au Moyen-Orient sont :

USA - 7,9 milliards d'euros

Royaume Uni - 1,7 milliards d'euros

Russie - 1,4 milliards d'euros

France - 1,2 milliards d'euros (vend presque tout à l'AS)

Allemagne - 944 millions d'euros (vend presque tout à l'AS)

En 2014, la Corporation commerciale canadienne, a vendu des véhicules blindés légers à l'AS, pour un montant de 15 milliards de dollars sur 14 ans. C'est le plus grand contrat militaire jamais signé par le Canada.

Qu'en fait l'AS?

L'AS n'étant pas en mesure de produire cet équipement, elle l'achète. Un moyen de se préparer à une intervention dans les conflits syriens et irakiens. Un moyen aussi de faire pression sur l'Iran, en devenant une alternative militaire dans la région. Il s'agit aussi d'une stratégie diplomatique vis-à-vis de l'Occident. Je t'achète tellement d'armes que tu ne peux être que mon ami.

ses liens avec les terroristes

Engagée dans la coalition contre l'Etat islamique. l'AS soutient financièrement le Liban (elle lui a acheté 3 milliards de dollars de matériel militaire français), la Jordanie et l'Egypte (elle l'a aidé dans l'achat des Rafales français, aide al-Sisi a lutté contre les Frères musulmans). Suspectée de vendre des armes aux rebelles en Syrie, en Afghanistan et en Irak. L'AS fait pression sur les USA pour faire tomber Bashar el-Assad, son principale ennemi.

Février 2014 : décret royal prévoit des peines de prison pour les citoyens saoudiens qui combattent à l'étranger au sein de groupes terroristes

Mars 2014, l'Arabie saoudite a rappelé son ambassadeur posté au Qatar en réponse au soutien par ce pays des groupes islamistes, en particulier les Frères musulmans.

Avril 2014 : met en garde contre les donations à des groupes non autorisés

Aout 2014 : consacrer 100 millions de dollars à la création d'un centre de lutte antiterroriste de l'ONU



RELATIONS

Qui sont les amis de l'AS ?

Christine Lagarde, à propos du défunt roi Abdallah : «De façon très discrète, c'était un fervent défenseur des femmes».

Salil Shetty, Amnesty international : «On dirait que le régime saoudien est insensible aux droits de l'Homme et à la dignité humaine, et malheureusement ils sont aussi protégés par de nombreux pays occidentaux, parce qu'ils ont du pétrole et parce qu'ils sont vus comme des alliés dans la lutte contre le terrorisme. En fait, quand on viole les droits de l'Homme comme le fait l'Arabie Saoudite, on nourrit le terrorisme, on ne le combat pas»

David Cameron a salué «son engagement en faveur de la paix et du renforcement de la compréhension entre les religions»

Mahmoud Abbas : «le sage des Arabes, avec une vision globale du monde, notamment sur le dialogue entre les civilisations et les religions»

Joe Stork, directeur adjoint de Human Rights Watch pour le Moyen Orient : «Le roi Salmane doit faire progresser le pays en mettant fin à l'intolérance en matière de liberté d'expression, en extirpant le sexisme et les discriminations d'ordre confessionnel et en encourageant la mise en place d'un système judiciaire équitable et impartial»

Vladimir Poutine, admiratif, a qualifié Abdallah d'«homme politique sage et un dirigeant qui jouissait de l'amour et du respect de ses sujets»

François Hollande : «J'avais avec le roi Abdallah des relations de confiance, y compris pour lutter contre le terrorisme»

Barack Obama : «Il a toujours été un dirigeant sincère ayant le courage de ses convictions»

Mohamed VI : «une perte pour l'Arabie saoudite mais également pour le Maroc et la nation islamique tout entière»

Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières : «Il faut parvenir à ce que la pression internationale convainque le nouveau roi de gracier Raïf Badawi. Imaginer qu'il pourrait encore subir 19 séances de 50 coups de fouet chacune de manière hebdomadaire, le jeudi ou le vendredi.»



DROITS DE L'HOMME

Pas de statistique sur le chômage ou la pauvreté

Pas de salaire minimum

Pas de parti politique ou de syndicat

Liberté d'expression inexistante. Interdiction de critiquer le gouvernement, l'islam ou la famille royale.

Aucune autre religion que l'islam ne peut être pratiquée. Les lieux de culte non-musulmans sont interdits. La minorité chiite est également stigmatisé par les autorités, interdisant leurs fêtes par exemple.

L'homosexualité est passible de la peine de mort.

Censure de la presse et blocage d'une grande partie d'Internet

Exemple : En mai 2014, le blogueur et militant Raif Badawi a été condamné à 10 ans de prison, 300 000\$ d'amende et 1000 coups de fouet pour «injure à l'islam», car il a créé un site Internet dédié au débat public. Il pourrait être condamné à mort pour apostasie.

Peine de mort : 87 en 2014. Déjà 44 en 2015. L'AS applique encore les châtiements de lapidation, décapitation, amputation et flagellation.

Droits des femmes

Progrès : Depuis 2011, les femmes peuvent voter et être élues à l'Assemblée consultative. Et depuis 2013, 30 sièges leur sont réservés, soit 20% de l'assemblée. (France : 26,9% de députées sont des femmes)

Les députées sont assises à l'écart et ne s'occupent que d'affaires concernant les femmes ou la famille.

Depuis 2012, les femmes peuvent devenir avocate.

En AS, les femmes ne peuvent pas voyager, conduire (même un vélo), travailler, faire des études supérieures ou subir une intervention chirurgicale sans le consentement d'un membre mâle de leur famille (sauf pour les emplois de vendeuse dans des magasins de vêtements, caissière ou pour des emplois dans la préparation des repas ou les parcs d'attraction)

Interdiction de faire du sport, d'entrer dans un stade ou d'aller au restaurant seule.

Une femme mariée à un étranger ne peut transmettre la nationalité saoudienne.



PÉTROLE

Son poids dans le marché du pétrole

Pays membre de l'OPEP, premier producteur et exportateur de pétrole

Production : 540 millions de tonnes par an, soit 13% du marché mondial

Exportation : 371 millions de tonnes, soit plus de 18% des exportations mondiales

Clients pétroliers : Asie (45%), Amérique du Nord (18%), Europe de l'Ouest (15%)

Avec l'essor du gaz de schiste, les importations des USA sont passées de 23% en 1991 à 9,1% en 2014 (soit 11% des exportations saoudiennes). Ce qui explique que l'AS mette désormais la priorité sur le marché asiatique.

Possède 22,1% des réserves mondiales prouvées (2ème derrière le Venezuela, à 24,8%)

Le pétrole pèse dans l'économie de l'AS pour 75% des recettes publiques, plus de 90 % des recettes d'exportation, soit 45% du PIB

Emission de gaz à effet de serre : 16,22 tonnes CO₂ par habitant, un des plus élevé du monde

Son rôle dans la baisse des cours

Avec les USA, l'AS a fait baisser ses prix pour faire pression sur l'Iran et la Russie, soutiens de el-Assad. Si l'Arabie réduit sa production et que le prix remonte, «les Russes, les Brésiliens et les producteurs de pétrole de schiste américains prendront ma part», a déclaré Ali al-Naïmi, ministre du pétrole. Avec des prix bas, la concurrence n'est plus rentable et les puits d'extraction ferment, dont les exploitations de pétrole et de gaz de schiste américains.



BONUS

Bandar Al-Khaybari, prédicateur saoudien :

«La Terre est immobile. Les preuves sont nombreuses, par les textes sacrés et par la raison» (février 2015)

Saleh al-Saadoon, historien saoudien, à propos des femmes qui conduisent en Amérique, en Europe et dans le monde arabe :

«Elles se moquent de se faire violer sur le côté de la route, mais nous non [...] Ce n'est pas très grave pour elles, hormis l'atteinte à leur moralité.» (janvier 2015)

ON SIGNALE



Naomi Klein, *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*, Acte Sud, 640 pages, 24,80 euros.



Noémi Lefebvre, *L'enfance politique*, Verticales, 176 pages, 19 euros.



Nuccio Ordine, *L'utilité de l'inutile. Manifeste*. Les belles lettres, 228 pages, 11 euros. ges, 24,80 euros.



Jérôme Ferrari, *Le principe*, Acte Sud, 164 pages, 16,50 euros.



Paul Ariès, *Écologie et cultures populaires. Les modes de vie populaires au secours de la planète*, Editions Utopia, 240 pages, 10 euros.

CHANTIERS D'ESPOIR

RENDEZ-VOUS LE 11 AVRIL !

Nous vous invitons à un rassemblement
des Chantiers d'espoir

SAMEDI 11 AVRIL À 14H

à l'Espace Charenton, 327 Rue de Charenton, 75012 Paris

[Téléchargez le programme en cliquant ici.](#)

L'objectif ? Travailler ensemble à la construction de l'alternative politique que nous appelons de nos vœux. Ces réunions, participatives, ouvertes à toutes et tous, permettront à la fois de tracer des perspectives politiques communes et d'inventer de nouvelles façons de faire de la politique ensemble.

[Pour participer, inscrivez-vous en cliquant ici.](#)

Un club enfant est prévu

Howard Zinn, Une histoire populaire américaine

**Un film de Olivier Azam et Daniel Mermet
produit par les Mutins de Pangée
en salle le 29 avril**

Les Souscripteurs Modestes et Généreux (SMG) commençaient à devenir Impatients et Sceptiques. Il y a de ça trois ans déjà, ils avaient précommandé, en guise de financement participatif, le DVD d'un documentaire à venir fort prometteur : une adaptation libre par Olivier Azam et Daniel Mermet d'Une histoire populaire des Etats-Unis de Howard Zinn. Ils n'y croyaient donc presque plus lorsque, par une belle matinée du mois de mars, ils ont trouvé le film tout neuf dans leur boîte à lettre. A la décharge des auteurs, porter à l'écran l'ouvrage de 800 pages (éditions Agone) parcourant l'histoire des États-Unis de Christophe Colomb à nos jours tout en y entremêlant l'histoire personnelle de Howard Zinn, décédé en 2010, est un projet ambitieux qu'il aurait été dommage de bâcler. Si ambitieux d'ailleurs que le film a fini par muter en trilogie. C'est donc la première partie, intitulée "Du pain et des roses", couvrant la

période entre la guerre d'indépendance et la fin de la première guerre mondiale, et relatant les origines de l'engagement politique de Zinn, que l'on peut désormais découvrir.

"Tant que les lapins n'auront pas d'historiens, l'histoire sera racontée par les chasseurs". La formule programmatique, prononcée par la voix familière de Daniel Mermet, ex-animateur de l'émission Là bas si j'y suis sur France Inter, ouvre le film. Des images en noir et blanc montrent un avion américain larguant des bombes au dessus de la ville de Royan. Nous sommes le 15 avril 1945, la guerre est quasiment terminée. A bord du B-17, le bombardier n'est autre que le lieutenant Howard Zinn, 23 ans. Né de parents immigrés juifs, qui avaient débarqué comme des millions de migrants au XIX^{ème} siècle d'Europe de l'Est à Ellis Island, Howard Zinn acquiert sa conscience de classe dans les rues du New York de la grande dépression

des années 30. Frappé par des policiers lors de sa toute première manifestation, il comprend que la police est du côté de "l'establishment" et que la liberté d'expression est toute formelle. C'est par conviction antifasciste que le jeune ouvrier s'engage en 1943 dans l'US Air Force. Celui qui est persuadé d'appartenir au camp du bien apprendra par la suite que les bombes qu'il a larguées ce 15 avril, notamment sur des civils français, sont les toutes nouvelles bombes au napalm, utilisées pour la première fois en Europe. Bouleversé par cet épisode personnel, qu'il lie à la tragédie d'Hiroshima, il ne prendra plus jamais pour argent comptant les récits officiels qui enrobent les expéditions militaires les plus meurtrières des justifications les plus nobles. Dans l'ambiance du maccarthysme d'après-guerre, il se lance dans des études d'Histoire, auxquelles il a accès gratuitement en tant que vétéran. Il obtient son premier poste de professeur au Spelman college, une université d'étudiantes afro-américaines du sud des Etats-Unis et s'engage dans les mouvements pour les droits civiques des noirs américains, prenant part à la résistance non-violente des étudiants, les sit-in, les freedom rides et les procès. Convaincu qu'il n'existe pas de "guerre juste", ce chevronné de la désobéissance civile, qui se décrivait comme « à mi-chemin entre un anarchiste et un socialiste », militera jusqu'à la fin de sa vie contre toutes les guerres américaines.

Son ouvrage majeur, Une histoire populaire des Etats-Unis, publié en 1980, s'écoule à plus de deux millions d'exemplaires, ce qui en fait le livre d'histoire américaine le plus vendu. Zinn y fait parler ceux qui n'ont pas la parole dans l'histoire officielle : les esclaves, les Indiens, les paysans, les déserteurs, les ouvrières du textile, les syndicalistes et les pacifistes, ceux qui ont remporté des victoires parfois, essuyé des défaites souvent, mais qui, dans tous les cas, ont été soigneusement effacés des manuels scolaires. Son objectif, écrit Zinn dans le Monde diplomatique en 2005, est de montrer que « l'histoire des changements sociaux est faite de millions d'actions, petites ou grandes, qui se cumulent à un certain moment de l'histoire. Jusqu'à constituer une puissance que nul gouvernement ne peut réprimer ». S'inspirant de ses travaux, Mermet et Azam racontent des histoires passionnantes qui demeurent peu connues du grand public : les mutins fusillés de la guerre d'indépendance, les origines du 1er mai et de la journée de huit heures, la création en 1905 du syndicat IWW par des anarcho-syndicalistes et le rôle légendaire de la militante Mother Jones dans la lutte contre le travail des enfants et la grève des mineurs du Colorado de 1913-14, les milices privées employées par les Barons voleurs pour briser les grèves et tuer les manifestants, l'entrée des Etats-Unis dans la première guerre mondiale et l'enrôlement de Hollywood pour tourner des films de propagande,

y compris avec un certain Charlie Chaplin qui promeut les "liberty bonds" pour soutenir l'effort de guerre...Le film brosse également le portrait d'Emma Goldman, syndicaliste, féministe et anarchiste emprisonnée puis déportée en Russie pour s'être opposée à la guerre...

Naturellement, les réalisateurs se sont rendus aux États-Unis pour interroger Howard Zinn en personne ainsi que d'autres figures de la pensée critique américaine, tels que Noam Chomsky et Chris Hedges, mais aussi pour rencontrer des syndicalistes ou professeurs d'histoire qui continuent encore aujourd'hui de faire vivre l'héritage de l'historien. Des images ont ainsi été tournées, notamment sur les lieux de mémoire nationale, où se jouent pour un public de patriotes ravis des reconstitutions costumées des grandes dates du pays. Mais les images les plus saisissantes sont celles issues d'un remarquable travail d'archives, dévoilant les enfants travaillant dans les usines textiles ou encore les policiers à cheval frappant les manifestants. On découvre également des images tournées en cachette, défiant l'interdiction de photographier les tranchées pendant la première guerre mondiale, montrant des soldats chargeant des cadavres sur une charrette.

Les critiques qui pourront être adressées au film seront sans doute les mêmes que celles qui ont été formulées à l'encontre du livre. « Quoique pavée de bonnes intentions, l'Histoire

populaire est un mauvais travail d'historien, écrit l'historien Michael Kazin. Zinn réduit l'histoire à une fable manichéenne et ne tente jamais sérieusement de se confronter à la plus importante question qu'un membre de la gauche devrait se poser sur l'histoire des États-Unis : pourquoi la plupart des Américains ont-ils accepté la légitimité de la république capitaliste dans laquelle ils vivent. ». L'historien Eric Foner, pourtant admirateur de Zinn, reconnaît que "parfois, c'est certain, sa façon de rendre compte des faits faits confine à un récit caricatural de la bataille entre les forces de la lumière et celles de l'obscurité".

Reste que ni l'historien ni les réalisateurs n'ont jamais prétendu rechercher ni "l'objectivité" ni la "neutralité", assumant au contraire le caractère engagé et militant de leur travail. « Ce fut pour moi un grand soulagement d'arriver à la conclusion qu'il est impossible d'exclure ses jugements du récit historique, car j'avais déjà décidé de ne jamais le faire. J'avais grandi dans la pauvreté, vécu une guerre, observé l'ignominie de la haine raciale : je n'allais pas faire semblant d'être neutre, écrit Zinn dans son introduction au recueil de textes et discours Se révolter si nécessaire. Le monde avance déjà dans certaines directions -- dont beaucoup atroces. Des enfants souffrent de faim. On livre des guerres meurtrières. Rester neutre dans une telle situation, c'est collaborer. » ● LAURA RAÏM



Isabelle Lorand

Cap sur 2017

Les élections départementales ont conforté l'influence du Front de gauche. D'abord parce qu'il confirme son influence de 2012. Aussi, parce qu'il apparaît comme le meilleur rassembleur de l'électorat de gauche. Premier enseignement : le positionnement politique clair et cohérent n'affaiblit pas les positions électorales. Au contraire. Mais force est de constater que le désamour pour le hollandisme renforce plus les rangs des abstentionnistes que celui de la gauche décomplexée. C'est quand même très énervant. Et ça nous oblige. Certes, le FN n'atteint pas les 30%, mais il dépasse les 25. Ce n'est pas une petite affaire. Deuxième enseignement : la présence du FN lors des seconds tours n'a pas motivé de réaction comme on en avait connu en 2002. Maintenant, dédramatisation rime avec banalisation, voire acceptation. Autant dire que, d'ici 2017, il doit se passer quelque chose du côté du Front de gauche. Ce quelque chose n'est rien moins qu'une révolution culturelle. Nous devons abandonner le costume étriqué de force d'appoint, de Jiminy Cricket ou encore de mouche du coche de la

gauche. Et le remplacer par un bien plus ample, celui de leader de la gauche. Pour être majoritaire, il faut rassembler. Plutôt chercher ce qui unit que ce qui divise. Et parler avec de nouveaux mots, de nouveaux enjeux et de nouvelles formes. Il faut avoir une base sociale. Les catégories populaires, les jeunes, les intellectuels, les salariés des services publics devraient faire l'objet de toutes nos attentions. Il faut proposer un cap pour la France, l'Europe et le monde. L'Humain d'abord a été un bon début. Mais il reste beaucoup de travail...

La pugnacité créative des fronts thématique devra devenir un objet politique. Et puis, ne nous le cachons pas. Il faudra un ou une candidat-e qui sera capable de mettre en mouvement les siens, de faire vibrer le peuple et d'incarner crédibilité et espérance. Bien sur, l'addition est un peu douloureuse... Le classico PC-PG, même mâtiné d'écologie ou de fronde, semble très loin du compte. Mais je ne désespère pas que chacune des composantes se laissera bousculer dans ses pratiques, et qu'ensemble nous ouvrirons les vannes pour que de nouvelles personnes, de nouvelles préoccupations, de nouvelles formes... nous envahissent. C'est en tout cas, mon espoir. ●